

JOURNAL DE FRANCE

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

XXXX DE L'ABONNEMENT
Roubaix - Teurolog: Trois mois, 25 fr. - Six mois, 45 fr. - Un an, 80 fr.

REDICTION ET ADMINISTRATION
17, RUE NEUVE, 17
Directeur gérant: ALFRED REBOUX

XXXX DES INSERTIONS
Annonces: la ligne, 20 c. - Réclames: 30 c. - Faits divers, 50 c.

ROUBAIX, 28 MAI 1884

LES DÉPENSES PUBLIQUES

L'une des dispositions du projet de révision de la Constitution élaboré par M. Jules Ferry, tend à modifier les attributions du Sénat en matière de finances.

parler des droits du Sénat, de la dignité du Sénat, du contrôle financier du Sénat.

La révision est à la fois si inutile et si nuisible au gouvernement républicain que beaucoup ont supposé qu'en la présentant M. Jules Ferry avait l'arrière-pensée de la voir repousser par le Sénat.

CARTE A PAYER

Table with 2 columns: Date and Amount. Includes entries for M. Jules Ferry demande and M. Jules Ferry demande.

LES ÉLECTIONS DU 25 MAI

La journée du 25 mai a été mauvaise pour le parti républicain; et elle l'aurait été plus encore si l'apathie des conservateurs ne lui avait épargné une défaite, précisément dans la circonscription où il devait le plus s'attendre à être battu.

Mais partout ailleurs les adversaires du régime actuel ont triomphé avec des majorités presque partout considérables.

REVUE DE LA PRESSE

Le « clou » de la révision
M. Ph. de Grandjeu montre, dans le Figaro, où est le « clou » de la révision :

Au lendemain du coup d'Etat, l'organe attitré de M. le comte de Chambord, qui s'appellait l'Union monarchique, dut mutier son titre, en retranchant l'épithète qui le caractérisait.

« Deux prêtres diables plus qu'un demi-faiteux, M. Jérôme Bonaparte et M. Louis-Philippe d'Orléans, osent afficher ouvertement leur ambition de rétablir, grâce à l'article 8, une Constitution monarchique. Il faut répondre à ces insolences par la proclamation de la République perpétuelle. Et, alors, quiconque parlera de monarchie ou d'empire sera un vulgaire séditieux. »

« Il est évident que le projet de loi qui nous est présenté n'est qu'un moyen de nous empêcher de nous réunir. Les républicains entendent dévorer la France tout à leur aise, et quiconque essaierait de troubler leur festin sera bâillonné ou proscrit, selon les cas. »

« L'idéal de liberté que nous promet la révision, et on ne peut qu'admirer vraiment la façon dont la République, qui se prétend par dessus tout un gouvernement d'opinion, prend contre les manifestations possibles de cette opinion publique des mesures que lui enverraient les pires despotes ! »

« Dans ce temps-là, le parti conservateur était divisé; la réconciliation des princes de Bourbon n'avait pas entraîné celle des deux grandes fractions monarchiques; et le prince impérial vivait à Chambord et disparu; les rapprochements si patriotiquement désirés n'ont pas été accomplis, et les républicains, pour remplacer la République de hasard à laquelle se résignait momentanément M. Wallon, ont aperçu « quelque chose de mieux. »

« C'est pour faciliter cette solution réparatrice et nationale que les monarchistes des deux Chambres, adversaires de l'escamotage et de l'hypocrisie d'une révision limitée, sont prêts à voter la révision complète, avec un appel au pays pour la nomination d'une Assemblée constituante. »

« La Chambre « infâme », qui ne représente plus rien et qui finit dans le mépris universel, ne saurait avoir qualité pour modifier les institutions. Et puis, qu'on invoque sans cesse la souveraineté nationale, la droite veut qu'au lieu de la confier dans une circonstance aussi solennelle, on l'interroge avec loyauté le sentiment du pays. »

que racontent les « personnes bien informées ».
Lorsque M. le président du conseil déclara à la tribune une voix émue, que rien ne lui laissait prévoir l'échec que nous avons infligé les Pavillons-Noirs, il était sincère; il ignorait les instructions du ministre de la marine ou plutôt de son agent de confiance, le directeur des colonies. Ce ne fut que quelques jours après qu'il en eut connaissance; il s'empressa d'accepter la démission de M. Charles Deun et de M. Dislère, tous deux ingénieurs de la marine, pour mettre à la tête du département un homme du métier capable de diriger l'expédition.

Dans ce cas, le seul reproche que l'on pourra adresser à M. Jules Ferry, car il s'agissait de ne pas avoir rétabli la vérité et, dans un intérêt de haute politique, d'avoir laissé attendre, par des insinuations fautiveuses et d'une extrême malveillance, la conduite du brave Rivière.

« La forme des explications qu'on vient de lire suffit à en démontrer l'authenticité, — on serait tenté de dire même le caractère quasi-officiel. »

« Le Télégraphe termine par cette conclusion non moins formelle : »

« Quoiqu'il en soit, aujourd'hui que l'expédition est finie, que le succès a couronné le courage de nos soldats, il est nécessaire que la vérité soit connue; et il y a plus lieu d'opposer cette réponse, que précédemment M. Alexandre Dumas, avant la signature de la paix : »

« Faux rapports, erreurs, calomnies, dénégations; nous ne dirons pas, nous ne voulons pas, nous ne pouvons pas tout dire; enfin toutes les raisons politiques qui sont des raisons que le cœur ne connaît pas. »

« Maintenant, on peut et on doit rendre justice à la mémoire de Rivière. »

« La dépêche a donc été envoyée, et l'on en sait maintenant l'origine. »

M. Turpin était porteur de deux tubes en fer blanc, contenant chacun séparément les deux éléments de la pile; les tubes étaient reliés par un fil métallique qui servait de pont de communication. Les tubes étaient remplis d'une poudre de mine de son invention dont on attend de grands résultats pour l'exploitation des carrières.

Interdiction d'un journal
Par décision spéciale, délibérée en conseil des ministres, le 27 mai 1884, conformément au paragraphe 3 de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881, la circulation en France du journal allemand Freiheit, publié à New-York, est interdite.

Les élections hongroises
La période électorale est en pleine activité. Les chefs des différentes fractions se sont présentés hier et aujourd'hui devant leurs électeurs et ont développé leur programme. La plupart des orateurs ont traité la question de la séparation économique de l'Autriche et de la Hongrie, qui a été soulevée récemment par l'établissement du marché de Préboung.

La situation en Espagne
Certaines correspondances particulières d'Espagne présentent la situation politique comme extrêmement grave, bien que les dépêches officielles soient muettes à cet égard.

Les inondations dans les provinces de Murcie et d'Alcantar prennent de terribles proportions. Les eaux sont déjà d'un mètre plus élevées que lors des inondations de 1879 qui ont laissé de si douloureux souvenirs. Des villes entières se trouvent isolées. Elles sont entourées, à perte de vue, par une vaste et lugubre nappe d'eau. Pour ajouter à l'horreur de la situation les chaudières de la classe pauvre, minées par les eaux, s'échouent en leurs habitations de fortune, causant ainsi de nombreux décès.

Le divorce
L'ordre du jour appelle la reprise de la discussion sur le divorce.

Le mariage
M. Naquet cherche à réfuter les objections tirées de la liberté de conscience des catholiques à l'égard de la suppression du mariage civil.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
De ses correspondants particuliers par FIL SPÉCIAL.
Séance du 27 mai 1884.
Présidence de M. Brisson.

qui, après un an dans l'armée active, justifieraient d'une éducation militaire suffisante.
L'orateur déclare que sa préoccupation n'est pas d'assurer le recrutement des carrières libérales, mais bien de fortifier l'armée.

M. Langlois, sur l'article 2 (Le service militaire est obligatoire personnel et égal pour tous), demande que la signification de ces mots « pour tous » soit bien définie, afin d'éviter toute équivoque; on doit connaître ceux qui sont dispensés et ceux qui ne le seront pas.

M. Marguier dit qu'il y a un amendement dont on ne conteste plus les attaches gouvernementales, mais à pour objet d'ouvrir une porte par laquelle pourraient passer bien des exceptions. Il importe de savoir qui aura la clef de cette porte.

M. Ribot considère l'article 2 comme une simple formule, impossible à réaliser, si on veut incorporer tout le contingent, par exemple, avec le service militaire.

M. Freppel accuse nettement l'incapacité des généraux du gouvernement impérial et le mauvais état dans lequel se trouvaient nos places fortes et notre administration.

M. Freppel conclut que la France, suffisamment armée pour défendre son indépendance, ne saurait pas imiter le militarisme prussien, qui la ferait descendre du rang qu'elle occupe dans la civilisation.

Le scrutin est ouvert sur l'amendement de M. Freppel qui est rejeté par 393 voix contre 92 sur 485 votants.

Le scrutin est ouvert sur la dernière partie de l'article 2 de la commission ainsi conçue: et égal pour tous.

BULLETIN ÉCONOMIQUE

Extrait des avis commerciaux du Ministère du Commerce.
VENTES PUBLIQUES DE LAINES. — Dans le but de développer le commerce de laines en Russie, il est question d'y organiser, pour ce qui concerne cet article, une série de ventes publiques.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS